

COLLOQUE INTERNATIONAL : « QUELLE MICROFINANCE POUR L'AGRICULTURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ? »

4 – 6 DECEMBRE 2007, PARIS (FRANCE)

ATELIER 6 : QUELLE COMPLÉMENTARITÉ DE SERVICES NON FINANCIERS LIÉS A L'AGRICULTURE POUR RENFORCER L'IMPACT DE LA MICROFINANCE ?

OBJECTIFS

Le métier de l'agriculteur consiste à combiner un ensemble de facteurs en vue de réaliser une ou plusieurs productions et de valoriser les produits qui en résultent. Le résultat économique de cet acte, qui constitue un des critères essentiels pour l'agriculteur dépend pour une large part de sa capacité à accéder de manière simultanée et cohérente à cet ensemble de facteurs.

Ces derniers sont d'ordre divers : facteurs immatériels tels que connaissances techniques, capacité de gestion, informations techniques et économiques ; facteurs physiques tels que terre, équipement, matériel, intrants ; mais aussi facteurs organisationnels tels que l'organisation en commun pour acheter, vendre, gérer un équipement, etc... ; enfin le facteur financier dont le statut est particulier puisque d'une part il a une incidence directe ou indirecte sur l'accès à la plupart des autres, et d'autre part les conditions d'accès aux autres facteurs déterminent sa propre efficacité. En effet, il ne suffit pas que le financement soit accessible pour que les conditions de disponibilité, de qualité, d'adéquation de ces facteurs soient réunies.

Les questions suivantes se posent alors :

- La micro finance doit-elle se cantonner strictement à l'activité de financement ou bien doit-elle s'intéresser à d'autres services complémentaires favorisant sa propre efficacité pour l'agriculteur ?
- Dans cette dernière hypothèse, quels sont les liens avec les services de microfinance ? Les institutions de microfinance ont-elles intérêt à internaliser ces services non financiers ? Dans quelles conditions ? Et notamment, à quel coût pour l'utilisateur ?
- Dans l'un et l'autre cas quelles sont les limites et les atouts liés à leur métier pour ce faire ?
- Il s'agira enfin d'interroger le rôle des organisations professionnelles agricoles et de l'état dans la mise en place de services non financiers ?

RESULTATS ATTENDUS

Les intervenants et les participants de l'atelier seront invités à apporter des éclairages sur ces questions à partir d'expériences concrètes afin de dégager des éléments sur :

- Les conditions à réunir pour que l'environnement global de l'agriculteur permette une efficacité maximale du financement par la micro finance.
- Le degré et la nature de l'implication des institutions de micro finance agricole dans la prise en charge de ces conditions.